

L'aménagement linguistique entre paix et conflit : Guatemala des Accords de Paix Ferme et Durable (APFD) et Chiapas insurgé, 1994/96-2009

Jean Léo Léonard, CNRS - Paris 3

In questo contributo confronteremo due situazioni di pianificazione linguistica, distinte in base ai rapporti delle lingue amerindiane con la politica linguistica dominante: da un canto quella delle lingue maya del Chiapas (Messico), in particolare il tseltal e il tojolab'al, appoggiate dalla società civile, dall'altro le molte lingue maya del Guatemala, sostenute da organismi internazionali nell'ambito di accordi di pace. In entrambi i casi, le lingue amerindiane si trovano in una situazione di segregazione sociolinguistica (diglossia di Fishman), mentre vari settori delle comunità linguistiche in questione, coinvolti nello sviluppo dell'istruzione bilingue e interculturale, cercano di rovesciare la diglossia e il modello indigenista di assimilazione nazionale per sostituirci un modello di società pluralista e multiculturale.

Deux situations d'Aménagement Linguistique (AL) seront confrontées ici dans les rapports d'asymétrie que les langues amérindiennes peuvent entretenir avec la politique linguistique dominante : d'une part celle des langues mayas du Chiapas (Mexique), principalement du tseltal et du tojolab'al, où l'AL par la base prime sur l'AL par le sommet dans une situation de conflit de « basse intensité », et d'autre part celle de nombreuses langues maya du Guatemala, dans le cadre de l'AL promu dans une logique de réconciliation nationale après un conflit de haute intensité, soutenue par des accords de paix. Dans les deux cas, les langues amérindiennes se trouvent en situation de ségrégation sociolinguistique (diglossie fishmanienne), tandis que des secteurs des communautés linguistiques en question liés ou participant au développement de l'éducation tentent de renverser la diglossie et de substituer au modèle assimilationniste de la société nationale un modèle pluraliste et multiculturel.

1. Introduction

Une mondialisation en cache une autre : la mondialisation financière, dont on a pu dire qu'elle est néfaste, éminemment prédatrice et destructrice de souverainetés, d'emplois et de systèmes de solidarité, comme le montre la crise économique en cours depuis l'automne 2008, cache une mondialisation bien plus constructive et féconde, signalée par Emmanuel Todd : celle de l'alphabétisation et de l'éducation. L'expansion de l'accès à une éducation formelle mène à « un monde qui s'unifie par l'alphabétisation et l'équilibre démographique » (Todd 2002 : 72) :

On ne peut guère expliquer la floraison de systèmes électoraux pluralistes par la prospérité croissante du monde. L'ère de la globalisation correspond dans le domaine économique à une chute des taux de croissance, à un ralentissement de la hausse du niveau de vie des masses, parfois même à des baisses, et presque toujours à une montée des inégalités. On voit mal le pouvoir explicatif d'une séquence « économiste » : comment une incertitude matérielle croissante pourrait-elle mener à une chute des régimes dictatoriaux et à une stabilisation

des procédures électorales ? L'hypothèse éducative en revanche permet de saisir la marche de l'égalité sous le couvert de l'inégalité économique (Todd 2002 : 73).

À ce titre, Emmanuel Todd note que

le coût pratique d'un autoritarisme exercé sur des populations éveillées à un certain type de conscience rend économiquement non compétitive la société qui la subit. En fait, on peut spéculer à l'infini sur les interactions entre éducation et démocratie. (*Ibid* : 72).

On peut d'autant plus spéculer sur cette question que les succès électoraux de forces politiques populistes dans des pays alphabétisés de longue date comme l'Italie, le Danemark, l'Autriche mettent en pièce la vision angélique qui voulait que l'élévation du niveau d'éducation s'accompagne d'une élévation de la conscience politique et sociale (cf. les hypothèses d'Emmanuel Todd à ce sujet [Todd 2008], pour qui le niveau d'éducation général ne s'est pas rehaussé au-delà d'un seuil permettant le développement d'un véritable esprit critique citoyen). Nous verrons comment des secteurs entiers des sociétés civiles du Mexique et d'Amérique centrale prennent le contre-pied de ce nihilisme ou de cette passivité, en faisant le choix du radicalisme autonomiste ou du réformisme pluraliste. Le zapatisme en particulier représente une des formes de *l'universalisme* mexicain – à opposer au *différentialisme*¹ –, produit du croisement de l'héritage des civilisations mésoaméricaines mayas, mixtèques, zapotèques, aztèques et totonaques avec les formes transplantées de l'universalisme européen, qu'exprimèrent certaines grandes figures de l'indépendance (1821), le réformisme d'un Benito Juárez (1806-1872), d'un Francisco de Madero (1873-1913) et la Révolution mexicaine (1910-1920).

Un des concepts fondamentaux face au démembrement des structures démocratiques et de solidarité des États-nations modernes est celui de forfaiture. On considèrera ici que, dans le cadre de l'État de droit

¹ J'emprunte ces notions à Emmanuel Todd (Todd, 2002). Voir, dans une perspective analogue, l'intéressante contribution de Jean-Loup Amselle à un élargissement de la conception occidentaliste de *l'universalisme* (Amselle 2008). Emmanuel Todd fait contraster plusieurs types d'universalismes occidentaux : français (issu de la Révolution française), nord-américain, russe. Jean-Loup Amselle parle au sujet du zapatisme d'un « universalisme décentré », transculturel, qui va au-delà d'une simple « indigénisation » de la pensée occidentale (2008 : 175).

moderne, la *forfaiture* consiste pour un gouvernement à se rendre coupable de violation grave du respect de ses engagements et d'une absence de transparence de ses intentions vis-à-vis de la société civile relevant de la duplicité.

L'application des droits linguistiques est un observatoire particulièrement probant de cette logique de la *raison cynique* (cf. Sloterdijk & Hildenbrand 1983). À moins d'assermer l'hypothèse d'un cynisme partagé par une majorité d'électeurs, il est difficile pour la société civile dans son ensemble d'accepter l'idée que la forfaiture puisse être un des modes de fonctionnement des représentants de l'État de droit auxquels les électeurs ont confié le pouvoir. Il est cependant plus aisé pour les militants de droits linguistiques que pour nombre d'autres observateurs de concevoir la plausibilité d'un tel dévoiement de la démocratie, dans la mesure où leurs activités, souvent bien intentionnées, alimentées par une dynamique associative et sustentées par le volontariat, les conduisent à se confronter à ce genre de comportement politique de la part des autorités de l'État. Certains parviennent à conserver intacte cette incrédulité du juste face à la mauvaise foi, tout en souffrant de constater que les autorités légitimes trouvent naturel de ne pas tenir leurs propres engagements et à tenir en basse estime des secteurs entiers de la société. Les motivations de cette *logique de forfaiture* de l'élite politique sont le plus souvent de deux ordres : soit le conservatisme pur et dur – la raison cynique s'applique alors en parfaite duplicité par inertie afin que rien ne bouge, en vertu d'une idéologie nationaliste qui sacralise l'unité et l'identité nationale –, soit la défense d'intérêts oligarchiques. Les minorités linguistiques européennes pâtissent principalement de la première forme de duplicité, et doivent affronter le nationalisme virulent de la majorité, tout en déjouant les accusations de séparatisme ou de nationalisme le plus souvent projetées sur elles, selon une logique d'inversion.

Dans ce qui va suivre, nous allons voir s'exercer surtout la deuxième forme, celle qui instrumentalise ou nie les droits linguistiques et éducatifs des minorités afin de maintenir l'asymétrie de pouvoir et de ressources justifiée par la discrimination, et de favoriser la spoliation dans les territoires hérités par les minorités. La première forme de forfaiture, qu'on peut qualifier de fondamentaliste puisqu'elle se fonde sur les prémisses de l'État-nation moderne unitaire et indivisible, n'est caractérisable en tant que telle que de manière conjoncturelle, dans la

mesure où il y a duplicité par rapport à des concessions ponctuelles accordées aux secteurs de la société civile qui ont réclamé des droits linguistiques et culturels et en relation au cadre pluraliste de principe encouragé par la mondialisation. La seconde forme en revanche, relève dans la longue durée du cynisme du dominant ou du prédateur, prêt à faire feu de tout bois pour préserver l'échange inégal. Dans cette optique, les droits linguistiques peuvent aussi bien être utilisés comme écran de fumée, façade à la Potemkine, temporisation, que pour diviser selon l'adage célèbre *dividere et imperare*.

Une partie de la réflexion portera sur le champ stratégique de l'éducation. Après avoir comparé dans la section 2 les deux modèles – l'autonomie zapatiste et le réformisme maya du Guatemala – et montré dans la section 3 à partir du deuxième exemple, moins connu du public que le premier, comment la forfaiture et la raison cynique substituée à la raison de l'État de droit détournent le réformisme culturel, je mettrai la notion d'EBI (Education Bilingue et Interculturelle) en question dans la section 4. Je conclurai sur l'importance d'adopter une attitude lucide face à l'ambivalence croissante d'États-nations dont les élites dirigeantes – mais aussi les électeurs – sont de plus en plus tentés par le nihilisme et indifférents à la forfaiture, tendances négatives renforcées et justifiées au quotidien par la diversion, la désinformation et la polarisation.

Le Mexique et le Guatemala, en tant qu'études de cas, sont à ce titre exemplaire de cette modalité de la forfaiture, qui consiste à faire des droits linguistiques un écran de fumée, dont les conséquences sont la dépossession et la destruction à terme de la cohésion et des conditions de réactivité et d'autonomie du secteur minoritaire de la société civile, afin d'anéantir toute velléité de résistance, par la décredibilisation des droits et de l'État de droit. Les deux cas étudiés montreront comment ces segments de la société nationale mexicaine et guatémaltèque (car les deux projets de société pluraliste défendus par des populations amérindiennes ne sont aucunement séparatistes) optent pour différentes stratégies selon les circonstances géohistoriques locales. Les communautés amérindiennes du Mexique qui adhèrent à l'option radicale de l'autonomie zapatiste, aussi bien au Chiapas qu'en Oaxaca et ailleurs dans le pays, ont tiré les conclusions qui s'imposent d'un bilan sans appel de la forfaiture de l'État mexicain. Elles optent donc pour la rupture et une remise en cause fondamentale de la légitimité des formes actuelles d'un État de droit

dévoiyé, afin de restaurer des formes alternatives d'État de droit, sur la base de l'idée originale et féconde d'un réseau de souverainetés autonomistes qui ne remettent pas en cause le cadre de l'État-nation mexicain². C'est l'État mexicain, ses gouvernements et régimes successifs, qui sont remis en cause, non pas l'État-nation mexicain, dont la pérennité et la souveraineté trouvent au contraire un refuge dans ce réseau d'autonomies, sanctuaires de bonne gouvernance contre la mauvaise gouvernance au sommet de l'État.

A ce titre, le SCI Marcos³ a clairement dénoncé le processus d'inversion qui est en jeu dans la propagande de l'État mexicain contre le zapatisme :

L'EZLN n'aspire aucunement à se séparer du Mexique et [ce] qu'elle recherche, comme le dit bien son nom, [c'est] la libération nationale. (SCI Marcos, 2007 : 332)

Il existe effectivement un projet séparatiste du Sud-est mexicain, mais c'est dans l'application de la doctrine néolibérale sur nos terres, sous l'égide du gouvernement fédéral, qu'il faut le chercher. Le désormais malheureux « Plan Puebla-Panama » n'était rien d'autre qu'un plan de fragmentation de notre pays, qui voulait faire du Sud-est mexicain le « terrain de chasse » particulier du capital mondial. (*Ibid.*)

Le SCI Marcos résume en ces termes les objectifs à court terme du nationalisme mexicain gouvernemental dévoyé au service d'oligarchies nationales et de la logique postcoloniale Nord-Sud :

Pour schématiser, on pourrait dire ce que ce plan veut faire : du Nord une gigantesque maquila, un polygone d'ateliers industriels ; du Centre, un énorme mall, un centre commercial [...] : et du Sud-est, une immense finca, une gigantesque exploitation agricole. (p. 333)

Le prétendu projet zapatiste d'une « nation maya » n'existe que dans les dossiers des militaires les plus stupides de l'armée fédérale mexicaine. (p. 331)

Les communautés mayas du Guatemala, au sortir d'un conflit armé interne qui a duré 35 ans et dont la violence s'est concentrée contre elles dans les années 1980, avec des conséquences dramatiques sur les conditions de (sur)vie et d'habitat de populations autochtones réparties

² Voir SCI Marcos 2007 pour un panorama complet du réseau d'autonomies indigènes au Mexique en 2003, bien au-delà du Chiapas. Ce réseau ne cesse de s'étendre et de se complexifier malgré la répression.

³ SCI = Sous-commandant Insurgé.

entre 21 communautés linguistiques (le terme d'ethnie étant proscrit et effectivement à proscrire), ont choisi la voie du réformisme. Elles ne sont pas entrées en rupture avec l'État, et ont mis à profit un vaste champ d'opportunités qui s'ouvrait dans le cadre des Accords de Paix Ferme et Durable (APFD), signés en novembre 1996 entre le gouvernement de transition guatémaltèque et les quatre mouvements de guérillas. Ce cadre, largement ouvert sur la coopération et la tutelle internationale, faisait de ce pays d'Amérique centrale de taille moyenne une plateforme pour le déploiement d'un réseau d'ONG et d'antennes d'organismes gouvernementaux. *A priori*, la perspective était des plus alléchantes pour les peuples mayas, maintenus durant cinq siècles dans un état de discrimination justifiant une asymétrie de revenus et de statut et un niveau de représentation insignifiant dans les élites économiques et politiques. Un espace de mobilité sociale, d'action politique, d'initiatives éducatives, médiatiques et politiques, s'ouvrait après des décennies de mépris, de violence et de dénuement économique – euphémisme pour ce que les paysans d'Europe appelaient encore récemment *la misère*. En clair, le mouvement maya au Guatemala, dont les représentants étaient issus de toutes tendances politiques, aussi bien de droite que de gauche, a misé sur le réformisme. On aurait mauvaise grâce de le lui reprocher et de distribuer des points entre les deux options – radicalisme autonomiste et réformisme pluraliste. Cependant, comme nous le verrons, le réformisme maya s'est retrouvé pris au piège du double discours des Accords de Paix. Il est encore tôt pour faire le bilan de plus de dix ans de stratégie réformiste maya au Guatemala. Les acquis en terme d'élaboration linguistique des langues mayas sont indéniables, mais les déséquilibres socioéconomiques et la duplicité politique qui les sous-tendent restent inchangés.

2. Crise de la duplicité, rupture de la société civile et bifurcation

Dans l'un des manuscrits posthumes datés de 1985 de *l'Identité de la France*, de Fernand Braudel, l'historien cherche un autre mot plus adapté aux réalités historiques que « révolution » – la Révolution Française constituant selon lui le seul cas de révolution à part entière. Il suggère les termes de « déviation, déséquilibres, renversements, discontinuité », pour finalement leur préférer le terme, fort braudelien au demeurant, de

mutation longue (Braudel 1997 : 433)⁴. Immanuel Wallerstein soumet le concept de *crise* à la même critique, et propose le terme de *bifurcation* (Wallerstein 2006 : 122-141) :

les vraies crises désignent les difficultés que l'on *ne peut pas* résoudre dans le cadre du système, et qui ne peuvent l'être qu'en quittant et en dépassant le système historique dont ces difficultés font partie. Pour utiliser le langage technique des sciences naturelles, le système bifurque, c'est-à-dire qu'il constate que ses équations fondamentales peuvent être résolues de deux manières tout à fait différentes ». (*Ibid.* : 122)

Dans le cas qui nous intéresse, la crise du néolibéralisme centre-américain bifurque dans deux directions : la rébellion zapatiste et le réformisme ethnoculturel. Ces deux réponses à des crises locales manifestant une crise globale du système postcolonial et du système capitaliste moderne, caractérisé par la financiarisation et une « mondialisation » qui se substitue au modèle de « développement » qui l'avait précédé, présentent des formes et des contenus radicalement différents. Dans la rébellion zapatiste, le caractère ethnoculturel est secondaire, à la différence du réformisme maya guatémaltèque. Dans le premier modèle, la rupture avec le système et la construction autonomiste d'alternatives « fermes et durables » – pour paraphraser la formule consacrée pour les accords de paix sous d'autres cieux proches – sur les plans économiques, éducatifs et politiques est clairement assumée ; dans le second, on voit se négocier sur la scène politique et dans le champ social une adaptation à la continuation d'un système de répartition inégalitaire des ressources et des pouvoirs, tout en ménageant et en aménageant des acquis techniques.

2.1 Deux modèles d'AL (Aménagement Linguistique) : autonomie zapatiste (Mexique) versus réformisme maya (Guatemala)

Dans la perspective de ce colloque, le premier modèle (le réformisme zapatiste) fait un usage économe et intensif d'une linguistique appliquée orientée vers une éducation bilingue autonome, tandis que le deuxième (le réformisme maya) fait un usage extensif et ramifié d'une linguistique appliquée à forte teneur technique dans la forme, mais à faibles contenus

⁴ Nous verrons dans la conclusion à quel point ces termes énumérés par Braudel sont en définitive ambivalents, si bien que Wallerstein a raison de leur préférer un terme concurrent issu des sciences naturelles.

autonomes en termes d'EBI (*Education Bilingue et Interculturelle*). Autrement dit, la rébellion zapatiste pose les conditions d'une éducation autonome et alternative dans les deux langues (langue indigène et espagnol), en rupture avec l'idéologie néocoloniale propre au néolibéralisme, tandis que le réformisme maya au Guatemala déploie un maillage descriptif des langues et des variétés dialectales de l'espace linguistique, une approche globale des langues constitutives de la nation, mais échoue à en trouver une application qui remette en cause la paupérisation socioculturelle induite par l'échange inégal et la répartition inégale des ressources entre l'oligarchie nationale et la population maya. Les linguistes et enseignants mayas du Guatemala bénéficient désormais des produits d'une expertise linguistique parmi les plus complètes et les plus extensives de la planète : dictionnaires et grammaires de référence (ALMG⁵, OKMA⁶), monographies dialectales équivalant à des atlas linguistiques (OKMA), répertoires de toponymes (ALMG), enquêtes sociolinguistiques systématiquement transcrites (ALMG), répertoires comparatifs des langues mayas (OKMA). Ils bénéficient d'un appui technique et financier constant venant d'institutions prestigieuses d'Amérique du nord (Université d'Austin, Texas) et d'Europe (agence norvégienne de développement, la NORAD), d'un réseau éditorial (Cholsamaj, ALMG)⁷, mais leur marge d'autonomie dans le champ politique et dans le champ éducatif est extrêmement ténue.

Les bénéficiaires de cet énorme cumul de données et de connaissances peinent à percoler dans la société civile, notamment dans le système éducatif. En revanche, les Zapatistes vivent dans un encerclement militaire permanent depuis 1994, relâché en apparences depuis l'alternance politique de 2000 (le PAN, centre-droite conservatrice, succédant au PRI, centre-droite anciennement « progressiste »), qui

⁵ L'Académie des Langues Mayas du Guatemala.

⁶ Oxlajuuj Keej Maya' Ajtz'üib', une O.N.G. de linguistes mayas cofondée par des linguistes nord-américains, à l'initiative notamment de Nora England (Université d'Austin, Texas) dans la continuité de l'ancien Proyecto Lingüístico Francisco Marroquín. Cf. Fischer & McKenna Brown 1996 pour un panorama détaillé et circonstancié des organisations et des structures développées dans le cadre du réformisme maya au Guatemala.

⁷ On trouvera un survol récent de la linguistique fondamentale et appliquée maya au Guatemala à travers les activités d'OKMA dans Zavala & Smith-Stark 2007.

s'accompagne de formes de blocus économique sur les semences et nombre d'inputs agricoles et économiques, avec des capacités éditoriales extrêmement limitées pour la production de manuels scolaires, hors du champ de la communication politique. Les chercheurs étrangers n'osent guère collaborer à des projets dans le cadre autonomiste, notamment en raison des exigences du terrain (toute intervention d'experts extérieurs doit passer par un processus long et complexe d'explicitation et de consultation au sein des instances de décision communautaires), instabilité de l'environnement politique et militaire). Cependant, leur modèle d'éducation autonome bilingue et interculturelle, préférerait se présenter comme « éducation autonome zapatiste », représente une marche solide dans ce que Fernand Braudel appelle l'escalier de l'accès à l'éducation⁸. C'est dans le modèle zapatiste qu'on identifiera la véritable *bifurcation*, selon une logique de rupture, tandis que le réformisme maya au Guatemala représente davantage une *adaptation*. Des éléments innovants sont visibles dans les deux orientations, en termes de linguistique appliquée. Je ne prendrai pas parti en faveur d'un modèle, en faisant jouer l'un contre l'autre.

Voyons donc quelles sont, en termes d'avantages et d'inconvénients, les conditions qui pèsent sur chacun des deux modèles (cf. tableau ci-dessous). Du point de vue de ce colloque, cette relation dialectique est cruciale dans la mesure où, comme le montre nombre de communications, il ne suffit pas aux minorités linguistiques d'obtenir des droits et une reconnaissance juridique, ni même des dispositions engageant à des réformes pour ralentir ou inverser le bilinguisme soustractif : encore faut-il une volonté politique et une participation active et harmonieuse (où les effets nocifs des contradictions et des tensions internes entre les acteurs n'empêchent pas l'application du dispositif) du secteur de la société civile concerné.

⁸ Critiquant le simplisme de l'approche de François Furet et de Jacques Ozouf sur les deux phases d'alphabétisation de la France au XVIII^e siècle, Braudel écrivait : « Si j'entends par alphabétisation l'entrée des masses dans une forme de culture, il y a, non pas une marche, non pas deux marches, mais tout un escalier » (Braudel [1977]-2001 : 239).

Tabl. 1 *Avantages et inconvénient des deux stratégies (rébellion zapatiste et réformisme maya)*

Autonomie zapatiste		Réformisme maya	
Plan interne			
Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients
Contrôle local aussi bien agraire que socioculturel et politique. « buen gobierno » et rupture avec la duplicité du « mal gobierno » institutionnel	Encerclement militaire et répression, pragmatisme de résistance	Déploiement d'un réseau d'instances de développement (les 21 communautés linguistiques mayas de l'ALMG)	Segmentation des revendications et des luttes (réforme éducative séparée de la réforme agraire)
Plan externe			
Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients
Cohésion politique et protagonisme stratégique national et international	Cible de polarisation, repli stratégique cyclique.	Soutien et relais politique et financier des agences de tutelle des accords de paix de 1996.	Atomisme politique, dépendance financière et institutionnelle, protagonisme tactique ou pragmatique régional et national
universalisme: « un monde multimonde », fédération des résistances à échelle Intercontinentale	Volatilité de l'attention de la société civile nationale et internationale ⁹		Tutelle onusienne, de la Banque Mondiale, des agences intergouvernementales, des O.N.G., etc.

⁹ « La société civile internationale peut être définie comme un espace politique où des associations d'individus, formées sur une base volontaire, cherchent à modeler les règles de la vie sociale par des alliances internationales. Les organisations non gouvernementales sont la forme de société civile la plus connue mais pas la seule. Les associations informelles de solidarité (les tontines en Afrique par exemple) ou les syndicats en font également partie », (Chavagneux & al. 2007 : 51). Cf. aussi la définition d'Immanuel Wallerstein (2006 : 158), davantage historique : d'abord antonyme du mot « État », la société civile opposait le « *pays légal* », l'État, au « *pays réel* » (la société civile). Cette dernière définition s'applique davantage à la société civile nationale ; celle de Chavagneux & al. résume clairement le statut et la démarche de la société civile internationale, où les notions de réseaux et de bénévolat ou de volontariat sont fondamentales (transferts symboliques), face à des intérêts d'État ou oligarchiques hautement monétisés.

2.1.1 Bifurcation zapatiste

Le tableau ci-dessus résume les avantages et les inconvénients sur les plan internes (organisation du secteur de la société concerné) et externes (relations de ce secteur avec le reste de la société) de chacun des deux modèles¹⁰. Sur le plan interne, l'avantage d'une solution par rupture, comme l'autonomie zapatiste, est la *souveraineté*, même unilatérale (cellule A du tableau). Le projet de société fondé sur une bonne gouvernance (*buen gobierno*), après avoir explicitement désavoué la mauvaise gouvernance (*mal gobierno*) et tenté toutes les solutions négociées possibles (accords de San Andrés de 1996, marche pacifique sur Mexico en 2001, etc.). La bonne gouvernance est fondée sur un système de charges (*cargos*) tournantes électives par voie d'assemblées, la polyvalence des responsables de ces charges au fur et à mesure de la rotation, et une démonétisation de ces services, excluant toute corruption par capitalisation de prébendes. Le zapatisme propose donc un modèle alternatif de gouvernance et de souveraineté sous forme d'autonomie locale face aux attributs de l'État mexicain, sans entrer pour autant en rupture avec l'État-nation mexicain. L'inconvénient de cette stratégie est que l'armée et le système répressif de l'État mexicain ainsi remis en cause ont longtemps fait peser sur les communautés autonomes zapatistes un véritable blocus économique et militaire (de 1994 à 2000, de manière massive et directe, puis de manière plus discrète à partir de l'élection du PAN dans l'été 2000 ; cf. cellule B du tableau). Cette riposte, dans les années 1994-2000, avait indirectement pour effet de reconnaître que l'autonomie posait un réel problème de souveraineté à l'État mexicain. Cette contradiction a été atténuée dans les apparences par une théâtralisation du relâchement de l'encerclement militaire, mais elle continue de miner la crédibilité de l'État, qui maintient sa pression sous d'autres formes. L'effet de cette prise en tenaille de l'autonomie par le système répressif est celui de tout blocus entre deux puissances en conflit de basse intensité – avec cependant une différence de taille : l'autonomie zapatiste s'assigne comme tâche d'empêcher la corruption par une

¹⁰ J'aurais aussi bien pu faire l'économie de ce tableau, allégeant le texte, pour me contenter du paragraphe de commentaires qui le prolonge. Mais j'ai tenu à le garder tel quel et à me référer aux cellules tout au long du commentaire, afin de poser ce tableau comme *grille stratégique*.

autorégulation fondée sur un agencement consultatif articulé à de multiples niveaux au sein des entités autonomes. Le blocus, même converti en confinement sous sa version modérée en apparences sous le gouvernement du PAN, est une contrainte qui conduit à un pragmatisme de résistance. Il en résulte une grande difficulté à investir dans des plans extensifs, comme la planification linguistique.

La construction de l'éducation autonome dans sa dimension bilingue (et non pas d'une EBI, selon l'acronyme en vigueur dans la sphère gouvernementale) doit également trouver des formes immédiatement applicables en fonction d'objectifs pratiques précis (alphabétisation). Sur le plan externe, l'autonomie et la rupture institutionnelle avec l'État mexicain permettent une cohésion politique et un protagonisme bien réel en tant que mouvement non seulement dissident, mais souverain dans sa territorialité et ses réseaux étendus bien au-delà des communautés indigènes, de la région et même de la nation mexicaine (cellule C). L'audience mondiale du zapatisme en tant qu'alternative à l'idéologie néolibérale, à un discours unique sur l'avenir d'un monde ouvert sans frontière aux intérêts du capitalisme et de la finance, est une force dont on ne saurait minimiser l'importance. C'est même un véritable tour de force, pour un mouvement indigène émergeant dans une région déshéritée du Mexique, que de parvenir à une telle audience. Il suffit de comparer la couverture du zapatisme en 1994 et dans les années qui ont suivi l'apparition du mouvement au silence pesant ou aux murmures peu audibles qui ont couvert aussi bien la fraude électorale du PAN que la Libre Commune d'Oaxaca en 2006 (Lapierre 2008, au sujet des événements de Oaxaca). C'est également un tour de force, pour un mouvement de rébellion armée initialement, de convaincre aussi bien le gouvernement national que la plus grande partie de l'opinion mondiale, après avoir choisi explicitement la défensive et le choix de solutions négociées, puis l'autonomie civile, de son universalisme et de son pacifisme (cellule E). Le revers de la médaille est que la réticularité du mouvement zapatiste (les réseaux associatifs et d'O.N.G., Internet, la presse « progressiste » souvent mal distribuée) affronte la puissance de voix des médias nationaux conservateurs (pour la presse *Sol de México*, *Excelsior*; les chaînes de télévision nationales, les radios locales gouvernementales). De ce point de vue, la propagande anti-zapatiste n'a pas lésiné sur les moyens et les arguments les plus mensongers, avec de

forts relents de racisme et de xénophobie alimentant la face noire du nationalisme mexicain : le mouvement aurait été manipulé de l'étranger, son porte-parole le plus en couleur – le « Sous-commandant insurgé Marcos » – serait un imposteur, un intellectuel en rupture de bans manipulant les masses indigènes analphabètes, il serait un transfuge de Cuba, de divers groupes armés centre-américains de sinistre réputation, le mouvement zapatiste servirait de couverture au trafic de drogue, etc.

Cette polarisation caricaturale a permis de justifier la répression contre les communautés zapatistes, les exactions de groupes paramilitaires comme Paz y Justicia dans la zone nord du Chiapas, au service de propriétaires terriens, la rupture des négociations lors des Accords de San Andrés en 1996, les massacres d'Aguas Blancas en 1995 et d'Acteal en 1997. Mais surtout, cette théâtralisation permet d'évacuer du débat aussi bien la responsabilité des régimes au pouvoir (PRI puis PAN) dans la remise en cause radicale de leur politique de forfaiture envers la société civile et l'État-nation mexicain. Elle a permis d'occulter, en pervertissant les causes et les contours du mouvement, l'essence même de l'autonomie zapatiste, en tant que souveraineté et gouvernance alternatives. Enfin, le projecteur de l'attention de l'opinion publique mondiale est versatile (cellule F) : tantôt il balaie un coin éloigné de la scène, pour le public des pays du « premier monde », comme le Chiapas en rébellion, tantôt il revient au « centre » du monde d'une Amérique ou d'une Europe ethnocentriste pour ne plus lâcher les anecdotes concernant la jet-set ou de membres de gouvernements jet-setisés. Internet échappe de moins en moins à cette théâtralisation des vanités ou des inanités, suivant une dangereuse déclivité alimentant le principal fond de commerce des populismes néolibéraux : la diversion.

2.1.2 Aménagement réformiste maya au Guatemala

Voyons maintenant les avantages et inconvénients de l'option réformiste du « renouveau culturel maya ». Sur le plan interne d'abord. L'avantage d'agir dans le cadre légitime de l'État-nation, en partenariat avec les gouvernements qui se succèdent dans le contexte d'une jeune démocratie – ou d'une restauration de la démocratie, comme dans le cas du Guatemala – tient dans la capacité d'expansion d'infrastructures, abondamment financées et largement reconnues sur le plan national. Dans le cadre des Accords de Paix Ferme et Durable (désormais, APFD),

la société civile a toute latitude pour nouer des liens entre ONG, associations, syndicats, organismes internationaux. Dans le cas du Guatemala, l'Académie des Langues Mayas du Guatemala (ALMG) figure, avec OKMA (Oxlajuuj Keej Maya' Ajtz'iib'), parmi les principales instances d'aménagement linguistique pour les 21 langues mayas (cellule G du tableau supra). Ce réseau est constitué d'un maillage à deux niveaux : les langues prioritaires (k'iche', q'eqchi', kaqchikel et mam) et les langues de second ordre sur le plan démographique¹¹. Cette division, issue d'un patient travail de classification des langues mayas du Guatemala réalisé notamment par Terrence Kaufman durant les décennies 1970 et 1980 a souvent été contestée par les linguistes mayas comme un facteur de division et de dispersion. Mais elle a doté l'ALMG de 21 bureaux au lieu de 5 ou 10, ce qui aurait pu *a posteriori* s'avérer avantageux. Malheureusement, à l'épreuve des faits, ce maillage fin n'est pas toujours optimisé, en raison d'un manque de vision à moyen et à long terme – les problèmes rencontrés par les *communautés linguistiques* (noms donnés aux bureaux locaux de l'ALMG pour les 21 langues mayas en usage dans le pays) poqomam et popti' dans les années 2005-06 en sont un exemple. Les tensions internes à chaque communauté linguistique et les répercussions que celles-ci ont sur le tissu socioculturel local ne sont pas le seul aléa.

La segmentation des revendications et des luttes sur laquelle se fondent les Accords de Paix, séparant réforme éducative et réforme agraire (cellule H), bien qu'inévitable, permet aux gouvernements successifs d'utiliser l'aménagement linguistique et éducatif comme une façade, tandis que la répression, notamment par le biais de paramilitaires, s'abat

¹¹ Les estimations de 2001 pour les principales langues étaient de 925 000 locuteurs pour les Quichés de langue k'iche', 727 000 Q'eqchis, 520 000 Mams, 476 000 Kaqchikels. Pour les langues de moindre taille, les chiffres sont: 70 000 Poqomchis et autant d'Ixils, 48 000 Tz'utujils, 38 350 Poptis ou Jacaltèques, 38 250 Chujs, 10 000 Q'anjob'als, 9 500 Poqomams, 1 250 Tektitèques, 470 Mopans, 120 Itzas (Richards & Cojti, 2003). Sachant que Quichés, Kaqchikels et Tz'utujils sont dans une relation de continuum dialectal, tout comme les Q'anjob'als, les Poptis et les Chujs relèvent d'un diasystème q'anjobalien, une perspective unifiante changerait la donne démographique. A plus de deux millions de Quichés (ou Quichéans), dont les langues sont proches de celles de près d'un million de Q'eqchis et de Poqoms, et au demi-million de Mams s'ajouteraient 100 000 Q'anjob'als. (Données tirées de Richards & al., 2003).

sur les paysans sans terre et sur les dirigeants ou les activistes de mouvements sociaux défendant les principes énoncés par les APFD.

L'ALMG n'a que peu de liens directs avec les organisations rurales syndicales indociles, qui pourtant seraient un relai précieux auprès des populations rurales les plus dépossédées après les terribles déplacements provoqués par le conflit armé durant les années 1980. Sur le plan externe, la légitimité d'institutions comme l'ALMG et OKMA leur vaut des financements d'organismes et de fondations internationales (cellule I du tableau), mais cette dépendance aux financements extérieurs retarde constamment la réalisation de projets, puisque toute initiative, pour percoler dans la société (être diffusée, notamment les livres de matériaux scolaires élaborés par l'ALMG), doit être accompagnée d'une chasse aux crédits (cellule J). Dans le même ordre d'esprit, la dépendance envers les institutions internationales financières ou de maintien de la paix (cellule K) prend souvent les formes d'une obéissance et d'une nouvelle servitude symbolique, qui rappelle le paternalisme de la société coloniale puis libérale, dans un cadre néolibéral cette fois.

2.2 Bilan des deux options

Le Guatemala présente un cas exemplaire pour les sociolinguistes et les politologues, où la forfaiture des élites dirigeantes, la duplicité et le refus de toute réparation historique annulent de fait les avancées juridiques et finissent par servir de couverture à la continuation et au renforcement des conditions de répartition inégalitaire des ressources et du pouvoir, avec de lourdes conséquences sur la faisabilité et la viabilité d'une politique linguistique pluraliste. Au bout du compte, la stratégie réformatrice des élites culturelles mayas au Guatemala aboutit certes à la constitution d'un trésor, sous forme de Thésaurus descriptif des langues mayas, mais manque ses objectifs en tant que projet social et projet national. Le réformisme paie en transferts matériels (subventions) et symboliques (coopération bénévole), en salaires et en formes de rentes structurelles (locaux, logistique) au profit d'une élite culturelle réformatrice, mais ne change rien aux conditions de l'échange inégal (notamment en ce qui

concerne la situation agraire), laissant la population indigène face à ses difficiles conditions de subsistance, y compris culturelle¹².

En revanche, la bifurcation que représente la rébellion et l'autonomie zapatistes, de contenus moins ethnonationalistes et davantage universalistes, visant à une refondation nationale, a pour objectif de se réappropriier les structures éducatives (les locaux mais aussi les activités qui s'y déroulent à de multiples fins éducatives) en évacuant toute capitalisation sous forme de salaire ou de rente, en misant sur la généralisation des transferts symboliques – transferts de connaissances et de compétences avec des techniciens extérieurs (pédagogues et linguistes) issus de la société civile, transferts de réalisations par la base, les promoteurs d'éducation, à travers des ateliers d'écriture et d'élaboration de matériaux pédagogiques. Ces transferts horizontaux, émanant de la société locale et de la société civile, se substituent entièrement aux transferts verticaux sous forme de subventions gouvernementales, qui alimentaient un système caciquiste de corruption. L'autonomie éducative zapatiste fonctionne sur un système de subsistance généralisé, à la différence du réformisme maya au Guatemala, où les instituteurs bilingues et les linguistes représentent un secteur salarié, impliqué dans une logique de rotation annuelle des postes et de mobilité sociale soumises aux conditions de la bureaucratie en place. L'enseignement dans le système autonome est assuré sous forme de production marchande simple, mais démonétisée¹³ (les promoteurs d'éducation ne touchent pas un salaire à proprement parler, mais reçoivent des compensations en nature, sous forme de coopération agricole ou de troc de services).

La dominance de subsistance et de transferts symboliques et en nature de l'autonomie zapatiste neutralise les formes de corruption, tandis que la dominance du système salarial et des rentes fonctionnelles (clientélisme autour des statuts et postes administratifs au sein de l'ALMG, de la

¹² Je reprends ici à Immanuel Wallerstein la typologie des revenus (triviale en économie) entre *salaires* (rémunération par une entité extérieure à la famille élargie), activités de *subsistance* (jardinage, horticulture domestique, bricolage, etc.), production marchande simple ou *petty commodity product* (travail « free lance », vente d'artisanat de production domestique, etc.), *rente* (produit d'une location, d'un capital) et *transfert* (dons, prêts, subventions) : Wallerstein, op. cit. pp. 56-59.

¹³ On parle de *démonétisation* pour des échanges relevant du troc.

Mineduc, des ONG) favorise des formes de micro-corruption ou de forfaiture caciquiste qui minent la structure de l'aménagement linguistique au Guatemala. Nous allons voir plus précisément dans quel contexte de forfaiture de l'État guatémaltèque l'aménagement linguistique a dû évoluer depuis les APFD

3. Les paradoxes de la gestion politique des accords de paix au Guatemala

Miguel Angel Sandoval, qui fut l'un des protagonistes des Accords de Paix Ferme et Durable (APFD) au Guatemala a donné dans un livre publié (en espagnol) par la Cholsamaj, le principal éditeur de documents linguistiques mayas, un bilan des premières années d'application des APFD (cf. Sandoval 2000). Ce livre, écrit du point de vue d'un membre important de l'UNRG (Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca, parti issu de l'ancienne guérilla)¹⁴ est un document saisissant de lucidité. Il met à nu les paradoxes du processus, et surtout, la duplicité des gouvernements de transition. Les tactiques de désamorçage des réformes par des gouvernements conservateurs, issus des rangs des anciens dictateurs ou sous le contrôle et la supervision de ces derniers et servant de façade civile au pouvoir militaire, sont éminemment instructives sur les mécanismes de la forfaiture.

Les différents volets des accords de paix comprenaient notamment les mesures spécifiques qui nous intéresseront ici afin d'illustrer comment un gouvernement de transition procède pour rendre caduc un processus de paix, tout en avançant à travers le décor à la Potemkine que ce processus fournit à l'opinion nationale et internationale et surtout, aux organismes de tutelle et aux bailleurs de fonds :

3.1 Les accords

- Accords sur Identité et Droits des Populations indigènes (México, D.F., 31 mars 1995).

¹⁴ Miguel Angel Sandoval fut même candidat aux présidentielles du 4 novembre 2007 sous l'étiquette de l'UNRG-MAIZ (avec 2,14% de voix contre 28,3% pour Álvaro Colom (Unión Nacional de la Esperanza), centre-gauche) au premier tour – et 52,82% au second tour.

- Accords sur les aspects socioéconomiques et la situation agraire (México, D.F., 6 mai 1996), dont le volet I portait sur la démocratisation et développement participatif (participation et concertation sociale), le volet II sur le développement social (éducation, santé, sécurité sociale, logement, insertion), le volet III. Sur la situation agraire et le développement rural, le volet IV sur la modernisation de la gestion publique et de la politique fiscale.

3.2 Les facteurs rendant les accords inopérants (cf. Sandoval 2000)

- Les contradictions des dispositions des APFD avec la Constitution de 1985 : conditions d'invalidation nombreuses, sur des points stratégiques ou vitaux pour les populations.

- La politique néolibérale du président Arzú (réforme de la Ley de Compras y Contrataciones¹⁵) rend caduques les dispositions du volet II des accords du 6 mai 1996, ou permet à l'État de se désengager substantiellement.

- Torpillage des commissions et des groupes de travail par la technique du double agenda : les assemblées et consultations populaires, les comités et commissions tournent dans un monde consultatif parallèle, tandis que des lois ne tenant aucun compte de ces recommandations sont votées au parlement. Ce mécanisme rend caduque le volet I de l'accord du 6 mai 1996.

- L'appareil répressif se charge de dissuader toute velléité d'application du volet III. Les menaces et les assassinats contre les dirigeants syndicaux ou les représentants de partis ou de groupes d'intérêt revendiquant l'application des accords de paix dans des secteurs vitaux comme l'économie créent un climat d'intimidation, noyé dans un environnement d'insécurité. Le crime politique est mis sur le compte de la délinquance d'autant plus facilement que les multiples cellules du corps répressif bénéficient d'une opacité et d'une impunité suffisante pour alimenter la

¹⁵ www.scribd.com/doc/534620/DECRETO-NUMERO-5792-Ley-de-Contratacion-del-Estado. Cette loi suit l'esprit de la privatisation des services publics qui accompagne la mondialisation néolibérale : sous couvert d'autonomisation des entités publiques, elle fait sauter les verrous empêchant la vente des entreprises publiques.

confusion. En effet, la Loi de Réconciliation (amnistie et impunité¹⁶) et la Loi de la nouvelle Police Nationale Civile préservent l'encadrement répressif de la société civile ainsi que ces conditions d'opacité et d'impunité. L'insécurité, présentée comme dépolitisée, fait le jeu des partis conservateurs se portant garant d'une « main dure » pour le respect des lois, des accords de paix et de la paix civile.

Que les droits linguistiques et culturels aient pu et soient encore un outil de manipulation pour conforter la légitimité apparente des politiques de dépossession nationale dans le cadre de la mondialisation est un fait inquiétant pour le sociolinguiste. Or ce ne sont pas les droits en question et la défense de telles revendications qui sont en cause, mais une logique de pouvoir¹⁷.

4. L'EBI comme enjeu ou comme façade ?

L'EBI (Education Bilingue et Interculturelle) va ici nous servir de prisme pour envisager quelques conséquences du réformisme. L'EBI s'est progressivement substituée comme paradigme alternatif à l'indigénisme incorporatif (assimilationniste) qui a dominé le 20^e siècle. Deux solutions : soit l'EBI est véritablement une alternative favorisant le bilinguisme additif et non plus soustractif, soit l'EBI sont les habits neufs de l'empereur et la continuation de la politique qui a prédominé jusqu'à maintenant. L'enjeu est de taille, puisque le Ministère de l'Education du Guatemala (Mineduc) a créé un département entier consacré à l'EBI (la

¹⁶ *Decreto número 145-1996 – Ley de reconciliación nacional 27 Diciembre 1996*, v. www.acnur.org/biblioteca/pdf/0148.pdf <accès le 19 juin 2009>.

¹⁷ Nous voilà bien loin de l'analyse simpliste en termes de « Linguistico-Politiquement Correct » ou LPC que Louis-Jean Calvet projette sur les linguistes alarmés par la question des langues en danger. Le LPC calvetien (Calvet 2002) est le degré zéro de l'analyse des effets linguistiques de la mondialisation. Bien au-delà des langues en danger, c'est la question des sociétés (et partant, des sociétés civiles) en danger qui est centrale. Il se trouve que la défense, la réhabilitation, la revitalisation, la diffusion et la fonctionnalisation des langues minoritaires sont autant de moyens que les sociétés civiles conscientisées face à des stratégies oligarchiques de dépossession et à la forfeiture de gouvernances néfastes peuvent mobiliser en fonction d'objectifs de résistance et de reconquête de la souveraineté civile. Comme tout outil fabriqué par l'Homme, il est à double tranchant, et mieux vaut chercher à apprendre à s'en servir à bon escient que de le jeter aux pieds de l'adversaire.

DIGEBI) à partir d'une ancienne structure analogue, résolument indigéniste. A la DIGEBI actuelle, des professionnels mayas et garifunas¹⁸ d'une grande compétence et d'un volontarisme irréprochable ont été recrutés. La DIGEBI travaille en synergie avec l'ALMG et OKMA, qui fournissent les outils descriptifs pour la connaissance des langues mayas parlées dans le pays et de la variation dialectale (conseil en codification et standardisation). Là encore, le déploiement et la connectivité en termes de réseau de compétences et de connaissances permettent a priori d'espérer des changements de forme et de fond de l'éducation, une normalisation des relations entre les langues indigènes longtemps discriminées (diglossie fishmanienne) et la langue nationale, et une synergie éducative, bien au-delà d'une simple complémentarité de façade.

De l'enjeu pour la construction d'une éducation alternative à l'éducation nationale monolingue ou assimilationniste et de la *façade*, quelle option prend le dessus ? L'éducation autonome zapatiste prend la direction d'une alternative, avec les moyens du bord, mais elle s'oriente vers un modèle éducatif véritablement autonome (cf. Léonard 2001). Le mouvement a produit encore tout récemment une série complète de manuels scolaires selon sa propre conception, avec l'aide de linguistes et de pédagogues de la société civile. Une éducation secondaire se met progressivement en place, sur trois niveaux : l'ESRAZ (Ecole Secondaire Rebelle Zapatiste), qui inclut dans ses *áreas* (disciplines) un volet « sciences sociales », aux côtés des sciences naturelles, un volet de « réflexion sur la réalité », un volet « production et services à la communauté ». Le terme d'EBI est étranger au zapatisme, qui lui préfère sa propre conception de l'éducation autonome. Je vais tenter de montrer les écueils qui parsèment le chemin de l'EBI réformiste : diversion du cosmovisionisme, docilité idéologique, inachèvement des productions autonomes.

Des différents types d'aménagement éducatif bilingue en vigueur dans le monde (par immersion (bilinguisme additif), par *submersion* (bilinguisme soustractif), *de transition*, *de protection des langues minoritaires*, *de ségrégation ou d'isolement et rapatriement* mis en œuvre respectivement au Canada, au

¹⁸ La langue xinca, troisième pilier de l'identité indigène au Guatemala aux côtés des langues mayas et du garifuna (langue arawako-caribe parlée dans la région de Livingston, près du Belize), est aujourd'hui pratiquement éteinte, et ne compte donc pas de professionnel natif à la DIGEBI.

Danemark ou en France, aux États-Unis, en Finlande, dans Afrique du sud de l'Apartheid, et en ex-RFA – cf. Lastra 1997 : 449 et sgg.), on peut se demander dans quelle catégorie classer les programmes d'éducation bilingue au Mexique au 20^e siècle selon les époques, mais encore aujourd'hui selon les régions et les communautés. Dans l'ensemble, le modèle dominant au Mexique comme au Guatemala correspond encore à un modèle d'incorporation ou de transition : alphabétiser en langue maternelle pour ensuite éduquer et transmettre les contenus techniques et formels du programme national en espagnol.

Cependant, les discours sur ce que doit être l'EBI oscillent entre chacun des différents modèles énumérés par Yolanda Lastra, et en fonction des situations concrètes. Plus une langue est démographiquement massive, comme le nahuatl ou le maya yucatèque, voire le tzeltal ou le tzotzil dans leurs régions respectives, plus *l'enseignement par immersion* est possible et plus le potentiel de la langue en tant que vecteur éducatif à part entière est *a priori* élevé. Plus une langue est en danger ou en voie d'extinction, comme le chocho ou ngigua, le kiliwa ou le seri, plus le modèle de *protection* semble *a priori* envisageable, mais de manière dérisoire, comparé aux situations européennes de référence. Toute tentative d'autonomisation réelle de l'éducation bilingue, notamment dans un cadre politique de rupture politique avec le Centre et les stratégies gouvernementales indigénistes, comme dans les communautés zapatistes et dans certaines régions de Oaxaca, est confronté soit à l'accusation de *ségrégationnisme* (ghettoisation éducative par enfermement dans la langue locale), soit aux risques réels d'une dérive sur cette pente aliénante du point de vue de la mobilité sociale, malgré les bonnes intentions.

4.1 L'aporie du cosmovisionisme

Nous¹⁹ voici donc face à un vide théorique sur les formes que doit prendre l'aménagement éducatif bilingue. Ce vide est souvent artificiellement comblé par les notions génériques d'*éducation endogène* ou

¹⁹ Dans cette section, j'utiliserai à plusieurs reprises le pronom « nous » dans un sens collectif, les ateliers d'écriture et d'élaboration de matériaux pédagogiques auxquels je fais référence ayant bel et bien été une activité collective entre une vingtaine et une centaine de participants à chaque fois). Je ne manquerai pas de reprendre le « je » lorsque je devrai assumer un point de vue résolument personnel.

d'enseignement de la *cosmovision*. Qu'il soit clair que mon intention n'est pas de disqualifier l'approche *cosmovisioniste*, qui joue indéniablement un rôle dans la réappropriation de contenus culturels et la dignification de langues et de contenus culturels longtemps minorés, négligés ou combattus. Mais l'absence d'articulation critique de ces deux concepts (*Education Endogène, Cosmovision*) sur d'autres matrices que des représentations issues de la tradition orale ou des « consejos » des anciens, ou de textes comme le Popol Vuh chez les Mayas, l'absence de connexions à d'autres matrices théoriques sur la diversité des modèles éducatifs dans l'histoire (cf. Rockwell 1999), risquent de faire le jeu des partisans de l'*incorporation* ou de la *ségrégation*. Le risque de remplacer une forme d'indigénisme par un autre, d'autant plus difficile à remettre en cause qu'il se réfugie dans une circularité essentialiste, et donc *différentialiste*, est réel. L'écueil du cosmovisionisme tient notamment dans le fait qu'il relève davantage de la *révélation* que de l'*élaboration*, la première faisant appel à des contenus révélés difficilement révisables et faisant davantage appel à l'exégèse qu'à l'introspection et à la confrontation des savoirs et des variantes, la seconde impliquant une recherche et une réflexivité constantes, une prise en compte des variantes ainsi qu'une adaptation aux changements (un bon exemple de ce relativisme est l'attention accordée aux variantes de la tradition orale et des connaissances calendaires mayas qu'anjob'al dans La Farge & Douglas Byers 1931 et La Farge 1974, v. aussi Montemayor 1998 au sujet du syncrétisme narratif).

Il est intéressant de noter que les mouvements rebelles les plus innovants, comme les zapatistes, font moins référence à des contenus cosmovisionnistes essentialistes et communautaires qu'à l'articulation entre individu, communauté et universalisme, à la contre-histoire et au questionnement des connaissances historiques comme légitimation de la lutte politique (Baschet 2002). Le concept de *résistance* transcende les concepts de *survivance* ou de *résurgence* aussi bien que de *(re)vitalisation* (autant de concepts relevant de la subordination à la langue dominante et au modèle assimilationniste et à sa dynamique paternaliste) qui se dessinent en filigrane derrière plusieurs modèles d'aménagement éducatif des minorités dans le monde, notamment ceux à vocation *patrimoniale*, selon la logique des modèles *assimilationnistes*. Le concept d'*interculturalité*, appelé également un travail critique et de dépassement des poncifs qui perpétuent la logique de l'*incorporation* et de l'*assimilation*. Les travaux

de Jürg Gashé et du groupe ETSA vont dans ce sens (Gashé 1992, 1997 ; ETSA 1996) : « l'existence, chez les dirigeants et dans certains secteurs des populations indigènes, d'une conscience de la valeur propre de leur société et culture, outre d'attester le caractère inachevé – et en plus, déjà mis en question – du processus de domination politique et d'aliénation culturelle impulsé par la société englobante est le point de départ de tout projet de revalorisation ». (Gasché 1992 : 52). Il s'agit de donner un « sens nouveau », selon les termes de J. Gasché, à la conceptualisation aussi bien du monde ou du contexte environnant qu'à l'école même, en termes de réappropriation des contenus culturels et éducatifs propres aux sociétés indigènes, d'évaluation des apports culturels externes, et de participation dans la lutte pour l'autonomie indigène (Gasché 1992 : 54). En définitive, c'est la relation entre interculturalité et universalisme, en tant que continuum ou que polarité, qui est pertinente.

4.2 Conséquences des apories de l'EBI

A mon avis, ces apories n'ont pas encore reçu de solution, et restent des thèmes pertinents de réflexion sur la nature, la forme et les contenus de l'EBI. Une EBI qui pourrait bien s'avérer en définitive n'être qu'un instrument de plus de continuation du bilinguisme soustractif et de l'acculturation (dans son acception soustractive, telle que l'entendent les anthropologues). Mon point de vue est que l'EBI gouvernementale au Mexique et au Guatemala est actuellement une coquille vide ou un cheval de Troie permettant de généraliser la forfaiture y compris au cœur de ce champ stratégique pour les régions ou les pays à forte population ou à majorité de population indigène, comme les États de Oaxaca et du Chiapas ou au Guatemala. La solution réside dans des formes d'éducation bilingue paritaire, espagnol/langue indigène, pour l'alphabétisation aussi bien que pour tous les contenus éducatifs, y compris les plus formels. Une éducation véritablement alternative, qui passe par une rupture idéologique nette avec cette stagnation et cette interminable transmission des mythes et des clichés nationaux qui légitiment l'ordre social inégalitaire. La solution est dans une praxis éducative alternative à part entière, fondée sur l'autonomisation et la réticularité des savoirs communautaires et extracommunautaires, en rupture de ban avec les programmes nationaux, quitte à ensuite ajuster non pas dans une dynamique de rattrapage, mais de mise en complémentarité. Bien au

contraire, poussée dans ses ultimes conséquences, une telle éducation comblerait à ce point le déficit de l'éducation nationale actuelle au Mexique et au Guatemala, que ce serait à cette dernière de rattraper le niveau atteint par l'éducation bilingue autonome ou autonomisée et « altermondialisée », en quelque sorte.

5. Conclusion

Ce qui justifie l'implication des linguistes en faveur des langues en danger est moins l'aspect patrimonial – qui souvent s'avère plus utile à court, moyen et long terme au linguiste, sous forme de collecte ou de documentation linguistique, qu'aux descendants assimilés des locuteurs – que trois principes, qui posent les communautés linguistiques minoritaires comme acteurs de leur propre histoire tout en étant partie intégrante de leurs États-nations respectifs : 1) le droit à la terre et à leur territoire (autrement dit, *l'autonomie*), 2) le libre arbitre et 3) la contre-histoire. Ces trois angles du triangle épistémologique en faveur d'*une action impliquée de la linguistique appliquée* (cf. Léonard 2007) transcendent la seule logique patrimoniale (conserver ou documenter les langues en vue de la constitution d'un corpus d'attestations posthume).

L'une des conséquences de l'élévation du niveau d'instruction ou d'éducation des temps modernes est que c'est la nature même d'une éducation conçue par des experts appartenant à une élite qui est remise en cause, lorsque les contenus élaborés par cette élite s'avèrent servir une idéologie et un système de pouvoir contesté par des « masses » de plus en plus informées et critiques – en somme, un système usant d'une duplicité contestée par des *sociétés civiles* plutôt que par des « masses » –, voire contesté par des coalitions de groupes de pratiques et d'identités fortement conscientisés et plus décidés que jamais à défendre leur droit à l'existence et à la différence, aussi bien que leur droit à une citoyenneté pleine et entière dans le cadre de souverainetés nationales renforcées, en rupture avec le *pacte ségrégationniste*. Le phénomène semblait patent lors du processus de décolonisation, lorsque les élites locales des périphéries coloniales furent en mesure politiquement et techniquement de remettre en cause l'idéologie coloniale, dont le système éducatif conçu depuis la métropole ou en fonction des intérêts de la métropole se faisait le vecteur. Les contradictions accumulées et les discours mis en forme et injectés de par en haut (ou plutôt, depuis le Centre ou les relais locaux de

la métropole) dans les systèmes éducatifs venaient à imploser face aux réalités et à la nouvelle donne politique émancipatrice. Savoir si les systèmes éducatifs des anciennes colonies sont parvenus à s'émanciper du discours colonial de la métropole justifiant le partage inégal des ressources et des pouvoirs reste une question ouverte qui dépasse le cadre de cette contribution. Il a été démontré récemment à quel point les manuels scolaires d'histoire-géographie des anciennes métropoles sont encore empreints d'idéologie, de chauvinisme et de colonialisme (cf. Dauphin & al. 2009). Il n'en reste pas moins que, face aux contradictions de la mondialisation comme nouvelle forme de capitalisme purement cumulatif et de la condensation des richesses et des pouvoirs dans un cercle extrêmement restreint de population (de l'ordre de 1%)²⁰, il est temps de sortir de la sacralisation des formes d'éducatives nationales centralisées. C'est pourtant ce qui se passe dans le Chiapas insurgé : les communautés zapatistes ont expulsé les instituteurs gouvernementaux, rejeté les programmes nationaux avec leurs contenus biaisés en faveur d'un ordre inégalitaire, leur doctrine du bilinguisme soustractif, et ont pris leur destin éducatif en main. Il est remarquable qu'elles sont parvenues à s'émanciper de la sorte sans renoncer à la dimension laïque et formatrice, universaliste, des contenus à dispenser aux générations montantes, dans un esprit citoyen, non sectaire.

Pour reprendre les termes braudéliens, le zapatisme n'est ni une *déviaton*, ni un *déséquilibre*, ni un *renversement*, ni même une *discontinuité* (en raison de sa filiation avec le zapatisme de la Révolution Mexicaine). Il est plus qu'une *bifurcation* – qui reviendrait à une forme de déviation – et plus qu'une subversion aussi inattendue qu'intelligente, notamment sur le plan rhétorique. Et si l'on tient à le qualifier d'utopie, il mérite d'être appelé une *utopie réalisable*, au sens que Yona Friedman donne à ce terme (Friedman [1972]-2000²¹). Une utopie réalisable suffisamment

²⁰ Emmanuel Todd parle au sujet des sociétés européennes d'un processus de *régression* et de *contraction* sur les plans aussi bien économiques que politiques et éducatifs, amorcé en France au moins depuis 2005. Les actuelles réformes renforcent ces processus de contraction des ressources publiques et de régression de la démocratie et du pluralisme ; la nouvelle représentation ternaire entre « le peuple », les classes moyennes et la classe supérieure à plus hauts revenus serait de 66%, 33% et 1%, (Todd 2008 : 223 et 230).

²¹ Cf. www.lyber-eclat.net/lyber/friedman/utopies.html <accès le 19 juin 2009>.

universaliste pour que nous en tirions la leçon qui s'impose dans une période où les démocraties implorent sous l'effet du gonflement spéculatif de la mondialisation néolibérale et du populisme, son frère-ennemi et son allié de fortune – non sans jeu de mot. L'utopie réalisable met à nu le caractère ambivalent des utopies aménagées aux conditions du néolibéralisme, dans le champ des politiques linguistiques : l'aménagement linguistique doit soutenir un projet de société équitable, il doit se fonder sur des transferts de connaissances, une adhésion et une participation de la société civile, en assumant le rejet des idéologies légitimant la spoliation des ressources et les discriminations. Les utopies réalisables exigent un haut degré d'élaboration socioculturelle, puisqu'elles requièrent non seulement la conscience d'une insatisfaction collective, une solution technique à cette insatisfaction et son appropriation par la société. Elles requièrent un haut degré de maturité, contrairement à ce que présuppose la disqualification portée par l'idéologie ségrégationniste, qui projette une immaturité essentialiste sur les populations amérindiennes d'une Amérique dite « latine », qui est aussi une Amérique amérindienne, et qui constitue en tant que telle par son héritage culturel et sa diversité un horizon et une dimension de plus pour l'avenir de l'humanité. D'autant plus que, comme le montre la réflexion d'Immanuel Wallerstein (2004) et d'Emmanuel Todd (2002, 2008), l'écologie politique mondiale est menacée par la montée des populismes et de la déconstruction des modèles démocratiques, y compris dans les pays autrefois appelés « du premier monde » selon une hiérarchie qui n'a pas lieu d'être, ni dans les formes économiques et politiques, ni dans le fond culturel.

Les critiques sur le fonctionnement politique du Mexique et du Guatemala qui précèdent ne font que passer par ces pays dits « périphériques », dont la capacité de résistance et de mobilisation démocratique des populations est admirable²², pour rebondir sur les puissances dites « centrales », où la dégradation de la démocratie est de plus en plus patente. Les droits linguistiques, s'ils sont mis au service de

²² J'ai évoqué plus haut l'universalisme mexicain, dont les mouvements de résistance autonomiste comme le zapatisme et bien d'autres (cf. SCI Marcos 2007) sont en quelque sorte, sinon les sanctuaires modernes, du moins des jalons le long d'un parcours alternatif aux « autoroutes de la mondialisation ».

secteurs motivés par le pluralisme et la défense d'une écologie politique démocratique – et non par la théâtralisation populiste –, sont à la fois un prisme et un champ d'expérimentation et d'actuation d'une résistance à l'imposition, au creusement et à l'occultation des inégalités et des discriminations. Renverser Babel, c'est aussi renverser cette forme d'atomisation, de désagrégation, de spoliation et de manipulation de la société civile qui passe par la ségrégation sociolinguistique.

Les droits linguistiques et l'action du linguiste peuvent apporter une contribution d'un grand poids, même si les effets de ces réformes et de ces actions ne sont pas spectaculaires, car ils s'inscrivent précisément dans cette durée longue des changements structurels qu'évoquait Fernand Braudel. A condition que les populations concernées aussi bien que le linguiste soient, à divers degrés, lucides face au projet de société et aux enjeux qui en découlent. La Mésoméridique moderne fait apparaître un paradoxe intéressant dans son reversement de Babel : des peuples aussi linguistiquement différenciés que les Mayas du Chiapas, les Totonèques, les Mixes, les Purepechas, les Amuzgos, les Triquis et bien d'autres, convergent vers un universalisme autonomiste (oxymoron ?) qui sanctuarise les notions de changement politique nécessaire à la démocratie (révision cyclique de la table des valeurs d'égalité et de souveraineté) en réseau avec le mouvement zapatiste et la souveraineté populaire. Au sommet, les gouvernements d'alternance (PAN au Mexique) ou de transition (FRG et PAN au Guatemala), brandissent un pluralisme babélien tempéré de néolibéralisme qui favorise des oligarchies nationales et transfrontalières au détriment des intérêts nationaux, tout en confortant l'assimilation et les conditions de l'ordre inégalitaire, et œuvrent à atomiser sur les plans politique et social les sociétés civiles, derrière une façade multiculturaliste, au service d'un réformisme sociopolitique avantageux dans une logique de castes. Les minorités linguistiques, radicales ou réformistes, cherchent tant bien que mal à remettre le monde à l'endroit avec leurs forces de fourmis, tandis que les élites gouvernantes des vieux États-nations en voie de mondialisation voudraient tourner la démocratie à l'envers avec leurs pattes d'éléphants.

Références

- AMSELLE, Jean-Loup. 2008. *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*. Paris : Stock.
- BASCHET, Jérôme. [2002]-2005. *La rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*. Paris : Flammarion.
- BRAUDEL, Fernand. 1997. *Les ambitions de l'Histoire 2*. Paris : Fallois.
- BRAUDEL, Fernand. 2001. *L'histoire au quotidien*. Paris : Fallois.
- CALVET, Louis-Jean. 2002. *Le marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation*. Paris : Payot.
- CHAVAGNEUX, Christian. & al. 2007. *Les enjeux de la mondialisation, 3 : les grandes questions économiques et sociales*. Paris : La Découverte.
- DAUPHIN, Odile & al. 2009. *L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée - Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?* Paris : L'Harmattan
- ETSA (red. Gasché Jürg), 1996. «Los alcances de la noción de 'cultura' en la educación intercultural. Exploración de un ejemplo : sociedad y cultura bora», in Godenzzi Alegre, Juan (compil.) : *Educación e Interculturalidad en los Andes y la Amazonia*. Cuzco, centro de Estudios Regionales Andinos "Bartolomé de Las Casas" : 187-294.
- FISCHER, Edward & MCKENNA BROWN R. (eds.). 1996. *Maya Cultural Activism in Guatemala*. Austin : The University of Texas Press.
- FRIEDMAN, Yona. [1975]-2000. *Les utopies réalisables*. Paris : L'Éclat.
- GASCHE, Jürg. 1992. « Nature, développement et tradition chez les peuples autochtones de l'Amazonie péruvienne. Sur le rapport entre les acteurs et la modernisation des techniques », *Techniques et Culture* 20: 1-62.
- GASCHE, Jürg. 1997. « Derrière la culture : le politique. Le lieu de la théorie et de la pratique dans un programme de formation d'instituteurs amazoniens au Pérou ». in : TABOURET-KELLER Andrée. (éd). : *Langues en difficultés, personnes en difficultés*, Louvain-la-Neuve, Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain 23, (3-4) : 23-43.
- LA FARGE, Olivier & DOUGLAS BYERS S. 1931. *The Year Bearer's People*, New Orelans : Tulane University of Louisiana, Middle American Research Series 3.
- LA FARGE, Olivier. 1974. *Santa Eulalia: The Religion of a Cuchumatán Indian Town*, John Pendaries La Farge, trad. par Fernando Peñalosa : 1994. *La costumbre en Santa Eulalia*, Guatemala : Cholsamaj-Yaxte'.
- LASTRA, Yolanda. [1992]-1997. *Sociolingüística para hispanoamericanos. Una introducción*, México: El colegio de México.
- LAPIERRE, Georges. 2008. *La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations*, Paris : Rue des Cascades.

- LÉONARD, Jean Léo. 2001. « Un projet de linguistique appliquée pour l'éducation multilingue maya (tseltal ; tojolabal) autonomiste au Chiapas : *Ti k'e' a ja swajich jamasa'i* et *Sbabial jwajchtik, ja jun ku'untik yu'un te autonomia* », in *Traverses* 3, Presses de l'Université de Montpellier, pp.11-52.
- LÉONARD, Jean Léo. 2007. « Logique d'élucidation, refondation épistémologique et empirisme critique : pour une linguistique impliquée », in : ELOY, Jean-Michel & PIEROZAK, Isabelle. 2009. *Intervenir : appliquer, s'impliquer ?* Paris : L'Harmattan, pp. 55-62. Accessible en ligne dans une version préliminaire sur <http://creomp.totenoc.org/Leonard.pdf> <accès 20 juin 2009>.
- MONTEMAYOR, Carlos. 1998. *Arte y trama en el cuento indigena*. México : Fondo de Cultura Económica.
- RICHARDS, Michael & al. 2003. *Atlas lingüístico de Guatemala*. Guatemala : Sepaz, UVG, URL & USAID.
- RODARI, Gianni. 1973. *Grammatica della fantasia*. Turin : Einaudi.
- ROCKWELL, Elsie. 1999 : «Recovering History in the Study of Schooling: from the Longue Durée to Everyday Co-Construction», in *Human Development*,42, pp. 113-128.
- SANDOVAL, Miguel Angel. 2000. *Ch'ipil li'inem. La Paz Precaria – notas sobre un proceso de paz inconcluso*. Guatemala : Cholsamaj.
- SLOTERDIJK, Peter & HILDENBRAND, Hans. [1983]-2000. *Critique de la raison cynique*. Paris : Christian Bourgois.
- SCI (Sous-Commandant Insurgé) MARCOS. [2003]-07. *Mexique, calendrier de la résistance*, trad. Angel Caido. Paris : Rue des Cascades.
- TODD, Emmanuel. 2002. *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*. Paris : Folio Gallimard.
- TODD, Emmanuel. 2008. *Après la démocratie*. Paris : Gallimard.
- ZAVALA, Roberto & SMITH-STARK, Thomas. 2007. *Evaluation of Asociación Oxlajuuj Keej Maya Ajtz'ib – OKMA Linguistic Research, Final Evaluation*. Oslo : Norad Collected Reviews 23/2008.
- WALLERSTEIN, Immanuel. [2004]-2006. *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, trad. Camille Horsey & François Gèze. Paris : La Découverte.